


PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES DE L'ÉTAT

BUREAU DES PROCEDURES PUBLIQUES

Affaire suivie par Mme Corine CATARINO

tel : 02 32 76 53.86

 : 02 32 76 54.60

mel : corine.catarino@seine-maritime.gouv.fr

Arrêté du **04 SEP. 2013**

relatif au renouvellement d'un agrément au titre de la protection de l'environnement
de l'association rurale brayonne pour le respect de l'environnement (ARBRE)
FORGES-LES-EAUX

Le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime
commandeur de la Légion d'honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 141-1 et R.141-1 à R.141-20 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du 17 janvier 2013 du président de la République nommant M. Pierre-Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n° 2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir annuellement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Eric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la circulaire ministérielle du 11 mai 2012 relative à l'agrément des associations au titre de la protection de l'environnement et à la désignation d'associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique ayant vocation à examiner les travaux d'environnement et de développement durable au sein de certaines instances ;
- Vu la demande de l'association présentée le 27 juin 2013 ;

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

- Vu la demande de l'association présentée le 27 juin 2013 ;
- Vu l'avis favorable émis par la sous-préfète de Dieppe en date du 5 juillet 2013 ;
- Vu l'avis favorable du procureur général près la Cour d'appel de Rouen en date du 12 juillet 2013 ;
- Vu l'avis favorable émis par le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 2 août 2013 ;

sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

CONSIDERANT :

que l'objet statutaire de cette association relève d'un des domaines mentionnés à l'article L 141-1 du code de l'environnement,

que l'association justifie de 181 adhérents environ,

que l'association a exercé une activité effective au cours des trois années précédant la date de la demande d'agrément, cette activité n'est ni sporadique ni récente, qu'elle consiste en l'organisation de sorties découverte de la nature, projections débat autour de l'agriculture, formations sur les haies et démonstration d'élagage, installation de plateformes à cigognes, suivi d'espèces, recensement de l'avifaune, participation à la commission locale d'information et de surveillance (CLIS) de l'unité de traitement de déchets de Fresnoy-Folny et à la commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA), participation au conseil d'administration du conservatoire des sites naturels de Haute-Normandie ... ,

que l'activité de l'association exercée sur le territoire du Pays de Bray revêt une place prépondérante et spécifique au sein du département (problématique particulière du bocage du Pays de Bray),

que l'association rend son activité accessible au public, par l'organisation de débats et sorties et l'édition annuelle d'une « feuille de l'ARBRE » bulletin d'information sur ses activités, et par le biais de son site internet dédié,

que l'examen du bilan financier de l'association justifie d'une activité non lucrative et d'une gestion désintéressée ainsi que de garanties de régularité en matière financière et comptable,

que l'association justifie d'un fonctionnement conforme à ses statuts, le bureau se réunissant régulièrement et l'assemblée générale étant convoquée au moins une fois par an,

sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRETE

Article 1 -

"L'association rurale brayonne pour le respect de l'environnement" (ARBRE), dont le siège social est en mairie de FORGES-LES-EAUX 76440, est agréée au titre de la protection de l'environnement, dans un cadre **départemental**.

.../...

Article 2 -

L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans renouvelable, à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 -

L'association adresse chaque année au préfet (Direction de la coordination des politiques de l'Etat – Bureau des procédures publiques) les documents fixés par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 susvisé et comprenant notamment le rapport d'activité ainsi que les comptes de résultats et de bilan ainsi que leurs annexes.

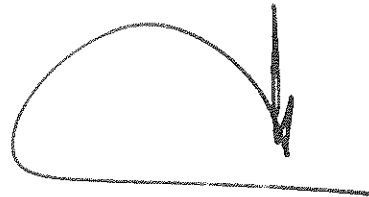
Article 4 -

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture, et adressé au procureur général près la Cour d'appel de ROUEN.

Fait à ROUEN, le

0 4 SEP. 2013

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a vertical line and a small flourish at the end.

Eric MAIRE

Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.